



## Projet de loi Économie sociale et solidaire

***Depuis mai 2012, le Président de la République a inscrit l'emploi au rang de priorité nationale.***

*Le projet de loi « Économie sociale et solidaire » inscrit le secteur de l'Économie sociale et solidaire dans cette priorité et lui assigne trois objectifs :*

- soutenir le renouveau entrepreneurial en modernisant les statuts des entreprises de l'ESS et en développant leur financement ;*
- donner du pouvoir d'agir aux citoyens et aux salariés pour contribuer au maintien de l'activité économique dans les territoires et lutter contre les destructions d'emplois ;*
- revitaliser les territoires ruraux et les quartiers où les besoins sociaux ont considérablement augmenté avec la crise.*

***Après la loi bancaire, la loi relative à l'Économie sociale et solidaire tire les leçons de la crise et propose un chemin vers un autre modèle de développement économique et social. Comment définir ce modèle ?***

*Il s'agit d'un modèle tempérant, soucieux de l'impact social et environnemental de la création de richesse. Il s'agit d'un modèle patient dont la performance s'inscrit délibérément dans le temps long. Il s'agit d'un modèle non lucratif qui assigne aux profits réalisés par les entreprises de l'ESS la mission de servir systématiquement une part d'intérêt général. Il s'agit enfin d'un modèle résilient, moins perméable aux convulsions des marchés financiers. L'ESS n'est pas seulement une réponse à la crise parce qu'elle permet de créer des activités et des emplois pour satisfaire les besoins sociaux nés de la crise. Elle est une solution à la crise parce qu'elle démontre que l'on peut combiner performance économique, innovation et utilité sociale.*

# Projet de loi Économie sociale et solidaire

*Outre le sens du modèle économique que défendent les entrepreneurs de l'ESS, la force de celui-ci réside d'abord dans sa performance et sa capacité à créer de l'emploi.*

*Après le pacte de compétitivité, la loi relative à l'Économie sociale et solidaire enrichit la stratégie de croissance de la France. L'Économie sociale et solidaire emploie 2,4 millions de salariés en France. Entre 2000 et 2010, les entreprises de l'ESS ont créé 23 % d'emplois supplémentaires contre 7 % en moyenne dans l'économie française. C'est donc un secteur dynamique, qui crée de l'emploi non délocalisable dans les territoires, dans des secteurs à fort potentiel de croissance : les services à la personne, l'économie verte ou le secteur sanitaire et social constituent quelques unes de ces filières d'avenir structurées principalement par des acteurs privés non lucratifs. La loi ESS donnera aux entreprises sociales et solidaires une reconnaissance et des moyens de se développer qui font écho aux financements d'ores et déjà mobilisés par Bpifrance pour permettre le changement d'échelle de l'Économie sociale et solidaire en France. Par ce projet de loi, le gouvernement affiche une conviction en rupture avec les dogmes du passé : la biodiversité économique est bonne pour la croissance et elle est bonne pour l'emploi.*

*La loi se structure autour des trois priorités suivantes :*

→ **Elle marque la reconnaissance d'un secteur économique qui fédère environ 10 % du PIB de la France.**

**Les structures et entreprises de l'Économie sociale et solidaire apportent une réponse aux nombreux défis sociaux et économiques que nous connaissons : vieillissement démographique, transition énergétique, déscolarisation, etc.**

*Ces défis ne trouvent pas toujours de solutions dans les mécanismes de marché ou dans l'action de la puissance publique. Il apparaît donc essentiel de soutenir les entrepreneurs sociaux qui innovent et répondent par leur action à des besoins sociaux non ou mal satisfaits.*

*Dès lors, en définissant tout à la fois les contours de l'Économie sociale et solidaire, la loi donne un cadre légal lisible à ce secteur. Cette visibilité est essentielle. Elle favorisera la confiance des financeurs tant publics que privés et facilitera une bonne orientation de leurs investissements en direction de ce secteur.*

**La reconnaissance globale de l'Économie sociale et solidaire portée par la loi libère un potentiel jusqu'alors méconnu et participe ainsi au renouvellement entrepreneurial.**

**La définition que nous donnons du secteur de l'ESS est inclusive. La réponse aux défis sociaux doit être plurielle. C'est pourquoi notre démarche est avant tout concrète et pragmatique.** *L'apport à l'activité économique des acteurs historiques de l'ESS que sont les coopératives, les mutuelles et les associations, fera donc pour la première fois l'objet d'une reconnaissance. La modernité des valeurs qui les rassemblent, à savoir la gouvernance démocratique, la recherche d'une utilité sociale, l'orientation stable des excédents consacrés à la poursuite pérenne de l'activité, une limitation des possibilités de spéculer sur*

# Projet de loi Économie sociale et solidaire

*le capital et les parts sociales, constituera le socle des exigences demandées aux entreprises commerciales pour être reconnues comme entreprises de l'ESS. L'objectif est de partager une définition qui rassemble tant les acteurs statutaires historiques de l'ESS que les entrepreneurs sociaux.*

→ **Le projet de loi donne une impulsion nationale et propose une structuration locale pour relayer les politiques économiques.**

*Nous avons élaboré ce projet de loi en collaboration avec l'ensemble des acteurs de l'Économie sociale et solidaire. **Cette démarche de collaboration et de co-construction s'incarne dans différentes mesures du projet de loi.** L'Économie sociale et solidaire s'inscrit, en effet, dans la vie des territoires. La loi donne donc une double impulsion.*

*D'une part, au niveau national, la refonte du Conseil supérieur de l'Économie sociale et solidaire est de nature à structurer une vision d'ensemble et à enrichir les réflexions sur les futures politiques publiques à mener.*

*D'autre part, au niveau local, les CRESS ainsi que les Régions et plus globalement les territoires, auront un rôle majeur à jouer. Cette synergie souhaitée au niveau local doit permettre à ce secteur de mieux répondre aux mutations de nos territoires.*

**Notre démarche de co-construction a vocation à se poursuivre et à gagner en force dans le temps.**

→ **Enfin, le projet de loi est l'instrument du développement de l'Économie sociale et solidaire.**

*Le développement de l'Économie sociale et solidaire est une des réponses au problème du chômage et des délocalisations. Sur le front de la lutte contre le chômage, aucun instrument ne doit être délaissé, et a fortiori aucun secteur économique ne doit être négligé. Le secteur de l'ESS est porteur d'emplois non-délocalisables, ancrés dans la vie des territoires. Ce modèle économique qui exclut la spéculation et la lucrativité à tout prix leur permet d'explorer les voies d'avenir de l'activité économique: cohésion sociale, lutte contre la désertification rurale, satisfaction des besoins sociaux nouveaux, développement du lien intergénérationnel, prise en charge des différents âges de la vie, etc. Dès lors, la puissance publique doit jouer un rôle d'impulsion pour en favoriser le développement. Il ne s'agit pas pour l'Etat de se substituer aux acteurs privés mais de les orienter et de les inciter à agir et à développer leur activité économique.*

*La loi donne ainsi aux acteurs les outils de leur développement:*

*D'une part, la loi comble enfin les besoins de financement actuellement non satisfaits des structures de l'ESS, qui pourront disposer des moyens de se développer et de créer de nouveaux emplois. Loin d'être une économie subventionnée, l'ESS a besoin d'investisseurs qui acceptent d'accompagner sa croissance en prenant le risque de l'innovation sociale.*

# Projet de loi Économie sociale et solidaire

*La loi sécurise le financement des associations et des mutuelles pour leur permettre d'aborder les mutations à venir de chacun de leurs secteurs. La loi consolide le système coopératif et améliore son attractivité, en donnant à chaque famille de coopératives de nouveaux moyens pour renforcer son modèle.*

*D'autre part, nous redonnons du pouvoir aux salariés. Les responsables d'entreprises qui pensent céder leurs sociétés informeront leurs salariés en amont afin qu'ils puissent se porter repreneurs le cas échéant. En créant un nouveau droit à l'information des salariés, nous les considérons davantage comme partie prenante du destin de leur entreprise et comme véritable acteurs de la vie de celle-ci.*

***Notre projet de loi est une réponse qui permettra de créer 100 000 emplois non délocalisables et d'améliorer notre trajectoire de croissance.*** Il marque le souhait de développer un modèle économique complémentaire à celui que nous connaissons.

*Cette loi donne aussi un espoir, elle souffle un vent nouveau. Celui de la réappropriation de l'activité économique par les entrepreneurs, par les territoires, par les salariés. Elle trace un nouvel horizon aux acteurs économiques en leur montrant qu'on peut entreprendre en alliant performance économique et utilité sociale : entreprendre autrement pour inventer la croissance riche en emplois de demain.*

**Benoît Hamon,**

ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire  
et à la Consommation